

# L'INVENTAIRE GENERAL DU TERRITOIRE

***facteur de développement de la conscience  
écologique, moyen de participation des citoyens,  
élément formateur pour les jeunes et base de  
l'aménagement***

**par Roland BECHMANN**



Nemours - Archives T.C.F. - Photo Hacquin

Tout effort d'organisation rationnelle et harmonieuse doit se baser sur la connaissance des données des problèmes. Cette proposition semble bien évidente et pourtant on ne peut s'empêcher de constater qu'à tous les niveaux — et en particulier dans le domaine de l'aménagement — on travaille sur des bases fragiles et incomplètes. Il y a à cela des raisons inhérentes à la matière même du sujet, mais aussi des motifs découlant d'une négligence, d'une mésestimation et d'un mépris généralisé de l'essentiel.

## **DONNEES ET MOYENS**

Les raisons objectives sont, d'une part, les fluctuations des données sur lesquelles on travaille : d'abord la ma-

tière humaine dont les réactions ne sont pas entièrement connues et prévisibles, ensuite les événements extérieurs qui influent notamment sur l'économie, la démographie, etc., d'autre part les conséquences de la combinaison de facteurs complexes qu'on domine encore mal : abandon du sol, érosion touristique, action des désinfectants, des pesticides, des engrais de différentes sortes, des pratiques agricoles, des modifications d'éléments du paysage, etc.

D'autres motifs, moins respectables et que l'on devrait pouvoir combattre, ressortent généralement du mépris de la « matière grise » : on n'accorde pas à la réflexion préalable, à l'enquête, à la programmation, à la conception, à l'étude, les moyens nécessaires. Un exemple frappant est celui du bâtiment où le pourcentage des honoraires accordés, pour la conception et le projet, est souvent, en matière administrative, à peine supérieur à la moitié (40 % contre 75 %) de ce qui est considéré comme normal dans les pays étrangers de technologie avancée : il s'ensuit que l'on peut rarement attendre de l'architecte, dans le cas général, un projet plus élaboré que du temps de Viollet-le-Duc, alors que la technologie s'est fantastiquement enrichie et compliquée depuis un siècle. On semble croire ainsi officiellement que le bâtiment se conduit encore « au parapluie » et qu'une grande partie du travail de la conception avec les détails d'exécution, et qui de plus en plus fait appel à une équipe, fait partie de la phase du chantier et tolère l'improvisation, alors que seules des études préalables minutieuses et une réflexion mûrie et contrôlée peuvent conduire à des réalisations valables, rationnelles, ordonnées et économiques et compatibles avec nos moyens industriels. Cette conception de l'architecte « artiste inspiré » a été étendue aussi à l'urbaniste qui, le plus souvent, se voit refuser les moyens de faire le travail complet et rationnel d'études préalables, de recherches, de confrontation et éventuellement de simulation des différentes solutions nécessaires ainsi que de s'assurer la collaboration des spécialistes et de la population elle-même : or, en matière d'urbanisme, d'aménagement rural comme en matière de construction, nous ne sommes plus à l'époque des belles images et des brillantes improvisations.

Dans quelques grandes métropoles et leurs alentours, il se crée des agences étoffées qui disposent de moyens dont les urbanistes d'il y a quelques années n'auraient pas osé rêver. Mais dans les petits centres et dans l'espace rural qui est pourtant le complément et le contrepoids indispensable de l'espace urbain, et qu'il importe de protéger et d'aménager rationnellement pour l'avenir, il est exceptionnel qu'on dispose des moyens nécessaires à un travail sérieux.

Il est certain que la complexité des enquêtes souhaitables est sans rapport avec le poids économique des collectivités concernées et les crédits possibles. Mais à quoi sert l'aménagement si ce n'est pour préparer l'avenir et, à ce titre, ne devons-nous pas, quel que soit le poids économique actuel de tel ou tel secteur, mettre toutes les chances de notre côté ?

Mais cette option est à prendre au niveau gouvernemental si effectivement les questions d'environnement sont dorénavant considérées comme importantes.

## CONNAISSANCE ET PARTICIPATION

Il importe donc, d'une part, que des éléments précis, scientifiques et exacts, aussi concrets que possible, soient mis à la disposition des planificateurs et, en même temps, que ceux-ci soient amenés à travailler dans un climat favorable : l'importance du public et, en particulier, des habitants du pays est donc très grande : il s'agit donc, d'autre part, d'en faire des collaborateurs, des aides, des amis, dans la conception d'un aménagement qui conditionne leur avenir.

Dans ce double but, il est souhaitable d'abord que se constitue un système d'analyse permanente des données de l'aménagement, décentralisé, disposant des moyens de l'informatique, capable de stocker et de confronter périodiquement les données afin de déceler les corrélations et, par ailleurs, que, par une action simultanée d'animation et sensibilisation, la participation des habitants, des « usagers », du public en général, soit obtenue.

Quelle pourrait donc être cette action ? Nous pensons que le meilleur moyen d'intéresser le public de tout âge aux problèmes de l'aménagement de leur cadre de vie est de l'y faire participer de façon utile. L'utilisation de non spécialistes se heurte à quantités de difficultés et soulève des objections tout à fait motivées.

Mais quelle est la fonction que la loi reconnaît à chaque individu dans des circonstances souvent graves ? Celle de témoin. Ne peut-on donc considérer le public comme un témoin des états successifs de l'aménagement, de l'amélioration ou de la dénaturation du cadre ? C'est dans ce rôle modeste, mais déterminant, que peut se développer une conscience civique de l'environnement, et se former une culture écologique et esthétique de la masse : ce n'est qu'à partir de ces bases qu'un certain sens des devoirs et de la responsabilité de chacun sur son environnement et des droits de tous sur le paysage, pourra apparaître et devenir « naturel ».

Pour prévoir, pour organiser, pour composer, pour maintenir et pour entretenir, pour faire évoluer, il faut connaître les éléments, les matériaux qui entreront en ligne de compte : c'est là qu'on trouve l'inventaire et l'enquête préalable, outils indispensables et trop souvent négligés.

## L'ENQUETE PREALABLE

L'enquête préalable est une recherche d'éléments, d'appréciation et de diagnostic dans tous les domaines, portant sur le site dont il s'agit de prévoir et de planifier l'amé-

gement : cette enquête serait certainement simplifiée s'il existait cet inventaire global, synthétique, systématique et permanent que nous préconisons. L'enquête est, en effet, actuellement, très dépendante des moyens dont dispose l'aménageur ; les moyens en temps, en hommes, en argent, sont généralement très faibles sauf s'il s'agit de grandes villes ; l'enquête rencontre, d'autre part, des éléments disparates et se limite à une vue superficielle car il est impossible de faire, à l'occasion d'un cas particulier, dans un temps court et sans moyens suffisants, les recherches requises : celles-ci demanderaient, en effet, la collaboration de spécialistes de quantités de disciplines différentes ainsi qu'une mise à jour permanente des données dont un grand nombre — certaines tenant à la « Nature » — changent sans cesse : démographie, équilibres écologiques, culture, hydrologie, économie, circulations, pour n'en citer que quelques-unes.

Ainsi l'enquête est trop souvent le point le plus négligé des études d'aménagement alors que c'en est une base essentielle : « on ne vous demande pas tellement de réfléchir, mais seulement de faire des dessins », déclarait l'administration à un urbaniste chargé d'étudier un secteur rural et qui énumérait tous les éléments d'enquête qui lui paraissaient nécessaires, et notamment ceux que l'administration devait lui apporter. C'est là un travers fréquent ; pourtant quel industriel oserait lancer une fabrication sans avoir minutieusement étudié non seulement le marché, mais encore tous les détails de l'objet ainsi que les particularités, les qualités, les possibilités de ses constituants ? Et pourtant ces produits industriels sont destinés à une vie relativement brève, alors que l'aménagement apporte le cadre pour plusieurs générations.

Il importe donc que l'enquête soit aussi complète que possible : l'un des moyens pour cela serait qu'elle puisse se fonder sur un véritable inventaire, mais cet inventaire n'aurait pas que ce rôle : sa fonction seconde, mais non moins utile serait aussi de sensibiliser et de modifier l'opinion publique, la participation étant à notre avis un élément essentiel de la réussite de l'aménagement qui porte non seulement sur des choses, mais sur des êtres vivants, parmi lesquels les hommes.

## L'INVENTAIRE SYNTHETIQUE DU TERRITOIRE

L'inventaire vise à l'établissement de façon systématique et normalisée d'un atlas général synthétique des différentes régions du territoire. Cet atlas, composé de plusieurs documents (particulièrement des séries de cartes et de fiches présentant les problèmes sous des points de vue différents), serait la synthèse des inventaires et des analyses régionaux dont le but est la connaissance, la préservation et la mise en valeur des ressources et des richesses du territoire — en particulier celles qui sont non quantifiables. Cet atlas, périodiquement remis à jour doit servir à guider les options de l'aménagement et doit constituer un document de référence pour les plans d'aménagement, de paysage, de protection ou de développement locaux et régionaux.

D'autre part, l'action entreprise a également pour but l'aménagement des esprits. Elle doit provoquer la prise de conscience de la population, particulièrement des jeunes, au niveau de l'école primaire, de l'enseignement secondaire et de l'enseignement supérieur, sur la nécessité de la préservation et de l'aménagement de la nature, des sites et des richesses de toute espèce, sur l'importance de la création architecturale, sur le poids réel des éléments non quantifiables — culturels, spirituels, esthétiques, qualitatifs, etc. Cette prise de conscience ne peut être obtenue que par une véritable participation des populations à l'inventaire.

Cette opération doit aboutir également au développement de l'individualité locale et des particularismes — dans le meilleur sens du terme — grâce à l'intérêt éveillé dans la population à l'égard de richesses culturelles souvent ignorées ou négligées et au développement du sens de la responsabilité grâce à l'éveil de la « conscience écologique » locale, qui résultera de la participation à la découverte. Enfin, elle doit aboutir à la définition de bases objectives pour l'aménagement ou pour les aménagements successifs, l'évolution étant inéluctable.

Par l'inventaire et par la réflexion, cette double action devrait donner plus de chances à la protection d'un espace rural, actuellement peu, ou pas du tout, défendu contre l'impact d'une Europe à la recherche d'espaces de loisirs et qui investit le territoire par des constructions anarchiques, ou déterminées à partir de critères superficiels, occasionnels ou intéressés, et qui, de ce fait, portent en elles les germes de leur propre dévaluation future.

lèges, enseignement technique et lycées agricoles en « classes d'inventaire » ou « classes vertes » participeront au travail à l'échelon de l'unité géographique, de même que des élèves de tous niveaux, de toutes disciplines et de toutes nationalités, travaillant, d'autre part, dans le cadre de chantiers d'études de vacances.

Des **groupes de formation et d'animation** permanents composés d'élèves des écoles primaires encadrés par leurs instituteurs et avec la collaboration de spécialistes locaux bénévoles ou extérieurs temporaires effectueront des investigations au titre de « leçons de choses » de travaux pratiques de diverses disciplines, d'instruction civique, de cours de sciences naturelles, d'histoire, de géographie, d'histoire de l'art, etc. apportant parfois des éléments inattendus à l'édifice mais surtout se pénétrant de l'esprit d'aménagement et prenant conscience des richesses du patrimoine. Ces investigations, se matérialisant par des expositions locales, des concours entre élèves et entre



Document I.G.N. (Umenville)

## METHODES

1°) **Documentation existante** : les études déjà faites, dans quelque domaine que ce soit intéressant l'objet recherché, seront recherchées, examinées, répertoriées et on s'efforcera d'en faire une analyse ou d'en tirer les informations entrant dans les cadres d'enquête établis pour l'inventaire.

On peut citer notamment : chantiers d'étude des Arts et Traditions Populaires, remembrement, études pédologiques, géologiques, inventaire et préinventaire des Affaires Culturelles, cartes écologiques, projets et enquêtes faits, monographies, thèses, statistiques, etc.

2°) **Organismes existants** : tous les organismes existants dont l'objectif ou le travail intéressent l'objet recherché doivent être appelés à collaborer, à participer au travail, à animer des groupes locaux ou des commissions techniques.

3°) **Méthodes de travail** : des **groupes de recherche** travaillant dans le cadre de leur enseignement et à titre d'application ou de travaux pratiques et comportant des élèves et des enseignants de l'enseignement supérieur auront pour mission d'établir l'inventaire à l'échelon des unités géographiques (groupant généralement plusieurs communes), d'établir des projets de cartes de « qualification » du territoire, de dresser la carte régionale synthétique en liaison avec les comités régionaux. A l'instar de ce qui a été fait dans certains pays étrangers, notamment en Angleterre, des **groupes d'enquêtes temporaires** composés d'élèves de l'enseignement secondaire : lycées, col-

écoles de différentes communes, par des manifestations de toute nature, créeront une émulation. C'est en liaison avec ces groupes de recherches, d'enquête et de formation, que les **chantiers de jeunes** et les **groupes d'action locaux** procèderont à des actions concrètes comme par le passé.

Des **comités régionaux** de concertation et de synthèse fonctionneront en relation avec le comité d'action national. Les informations seront groupées, comptées et conservées au niveau régional ; elles seront présentées sous des formes normalisées et exploitables par les moyens de l'informatique. Les comités ont pour mission d'examiner les problèmes propres à la région et d'assurer la liaison avec les pouvoirs publics et avec le centre coordinateur général, un comité national assurera la continuité et l'indépendance de l'entreprise. Le **secrétariat permanent** assisté par la **commission technique** sera chargé d'établir et de tenir à jour, en liaison avec les représentants des comités régionaux et, compte tenu de l'expérience déjà acquise et des propositions des groupes de travail à tous les échelons, les normes, les méthodes, les critères pour l'établissement et la présentation des cartes régionales, des fiches et de l'atlas général.

Ainsi l'inventaire général qui devrait aboutir à un recueil d'éléments constituant la base objective de l'aménagement du territoire, a aussi pour but — peut-être plus important encore — d'obtenir la sensibilisation et la participation des hommes. Il est également didactique puisqu'il permet aux futurs aménageurs d'apprendre à travailler ensemble à un



Classe d'inventaire - Photo RIGAUDIE

stade de la formation où les réflexes comparatifs jouent peu, et aux locaux de prendre conscience de leurs richesses. Il concerne l'ensemble du territoire et non des zones privilégiées. Il est synthétique et généraliste puisqu'il fait intervenir un nombre de composants et de spécialistes très larges. Il peut contribuer à dénouer les réflexes de méfiance entre organismes et services publics, associations privées et usagers. Si l'on examine, à titre d'exemple, un point de vue particulier (1) — celui du paysage — on peut définir de la façon suivante les principes de l'inventaire qu'en 1968 nous proposons de lancer (2).

L'inventaire du paysage ne se borne pas à constater un état, mais doit montrer une évolution : il comprendra deux parties : typologie et évolution.

#### Recensement des types du paysage

Signification particulière de ces paysages sous l'angle de l'usager : l'occupant (le résident), l'étranger (le migrant) :

- 1) paysage à valeur récréative (« espace vert naturel »),
- 2) paysage à signification culturelle ou d'ambiance, sans capacité d'accueil notable (scientifique, esthétique, culturel, littéraire).

#### Etude des mutations et de l'évolution de ces paysages

- a) inventaire des types d'évolution, par zones (abandon sans substitution de fonction - abandon avec substitution de fonction - stagnation - évolution et transformation sans substitution de fonction - évolution et transformation avec concurrence entre fonctions);
- b) inventaire des formes de dégradation - sur plan biologique - esthétique - culturel - récréatif - indication des causes de dégradation et des effets;
- c) inventaire des zones menacées (zones sensibles);
- d) inventaire des zones les plus intéressantes (avec leurs caractéristiques).

Ces quatre documents superposés doivent donner, confrontés avec l'analyse qualitative (recensement des types de paysages) un premier support valable en vue de l'aménagement.

(1) J. SGARD : Note sur l'inventaire du territoire proposé par R. BECHMANN - Juin 1968.

(2) LE MONDE - 19 juin 1968 : Une tâche pour les jeunes : l'inventaire du territoire.

A ce document « paysage », il se superposera dans le cadre de l'inventaire de multiples autres aspects : ressources naturelles du sol et du sous-sol, climat, géologie, géographie, histoire, archéologie, architecture, art, paysage, démographie, industries, circulations et réseaux, questions sociales et foncières, sources d'énergie, économie, sociologie, tourisme, etc. Certains de ces inventaires sont en cours dans quelques pays et aussi en France, mais il n'existe pas la **synthèse** véritable qui serait nécessaire. Or, déjà, la superposition des diverses données peut, à elle seule, mener à des considérations et à des réflexions très fructueuses et éviter ultérieurement des erreurs graves sur le plan des options d'aménagement.

Nous pensons que cette opération pourrait être lancée tout d'abord dans quelques départements, l'un côtier, l'autre rural, un autre de montagne par exemple, afin de constituer des expériences-tests. Dès à présent, les conditions favorables se trouvent réunies en certains points où des initiatives locales cherchent à s'employer en vue de la prise de conscience ou du développement de la région : il suffirait d'une bénédiction officielle de quelques appuis et de quelques crédits.

### LA RESTRUCTURATION FONCIERE VOLONTAIRE

La sensibilisation et la participation obtenues par le moyen de l'inventaire général doivent permettre de faciliter la prise en main de leur propre devenir par les collectivités locales : en particulier en zone rurale, de montagne ou côtière, elles doivent faciliter la mise en place de structures coopératives permettant la péréquation des profits fonciers entre les membres de ces collectivités : divers processus sont utilisables : associations de propriétaires, caisses de compensation foncières, SAFER. Ainsi aboutirait-on à réunir les conditions d'un aménagement rationnel et d'une véritable mise en valeur du territoire sans léser les intérêts des uns ni favoriser abusivement les autres, et ceci en restant de façon réaliste dans le cadre actuel du droit de propriété et de ses limites, tout en partant des possibilités de chaque zone employées de façon optimale. Cet aménagement, encore possible dans les zones non urbanisées se substituerait à l'urbanisme de hasard actuellement pratiqué dans lequel les différentes mesures, dites « d'utilité publique » aboutissent en passant par l'expropriation et la dépossession des anciens propriétaires à ce qu'ensuite seuls les gros investisseurs publics ou privés trouvent des profits à des opérations qui restent néanmoins le plus souvent sectorielles et mal intégrées au contexte général naturel et humain.

### L'ENTRETIEN DU MILIEU ET L'AMENAGEMENT PERMANENT

L'aménagement s'adresse à une matière qui est en perpétuel changement : la stratégie de l'aménagement doit donc pouvoir être rapidement remise à jour et adaptée lorsqu'un facteur se modifie : il faut pouvoir prévoir les conséquences d'une telle modification et déterminer ce qu'il convient alors de faire.

En conséquence, les données inventoriées devraient être susceptibles d'être mises en mémoire sur ordinateurs. Des centres permanents et munis de l'équipement convenable seraient ensuite chargés d'étudier les corrélations et de mettre en œuvre les moyens d'examen, d'analyse, de simulation rapides nécessaires.

Tous les organismes susceptibles d'apporter des données utiles (contributions, hypothèques, services sociaux, santé publique, industrie, banques et organismes de crédit,

construction et équipement, laboratoire, tourisme, etc.) seraient tenus d'apporter, chacun dans leur domaine, les données aux organismes collecteurs sous une forme déterminée permettant l'exploitation. En revanche, il pourrait leur être retourné certaines informations que les organismes et les entreprises sont obligés d'élaborer artisanalement pour leur propre usage et aussi pour les différentes administrations auxquelles ils doivent adresser des feuilles de renseignements portant très souvent les mêmes informations de base, mais qui sont à présenter de façon différente, ce qui donne un travail considérable avec un gaspillage de temps regrettable.

Ce dispositif devrait notamment faciliter l'entretien de la nature et la prévision des conditions favorables à certaines catastrophes naturelles, au dépérissement de certains végétaux, à la diffusion de certaines pollutions aussi bien qu'aux engorgements de la circulation. Le rôle des divers agents apportés par l'homme tels que les engrais, les pesticides, etc., pourrait aussi être tracé avec plus d'exactitude avec l'aide de ces moyens.

Cette organisation dont nous exposons en 1968 l'intérêt a commencé à attirer l'intérêt officiel. Cependant que dans l'espace rural on développait les pré-inventaires afin de pouvoir mettre à l'abri les richesses artistiques sans attendre l'établissement qui, demande plusieurs décennies,

des inventaires méthodiques complets, cependant qu'on lançait des inventaires des ressources naturelles et, en certains points, des inventaires écologiques aboutissant à des cartes, dans quelques grandes villes des banques de données ont été mises en service. Il s'agit de coordonner des aspects qui, à première vue, paraissent éloignés les uns des autres, d'une même démarche et de généraliser la recherche d'une meilleure connaissance de l'environnement, rendue permanente afin de pouvoir non seulement élaborer une stratégie à long terme, mais aussi une tactique appropriée chaque fois que ce sera nécessaire. Il est impossible en ces matières de dissocier la ville de la campagne, et tout le territoire est solidaire, en matière de climat, d'eau, de pollutions, de circulation, etc. Des interférences se produisent de façon fréquente et parfois à très grande échelle et la recherche rapide des corrélations ne peut être efficace que si le dispositif est généralisé.

La mise en place de l'organisation se ferait en liaison avec les différents ministères et secteurs intéressés sous l'impulsion d'un **Institut National de l'inventaire général du Territoire**, qui serait à créer sous le patronage du Ministère de l'Environnement et de tous les ministères concernés.

**Roland BECHMANN**

Document I.B.M.



## à propos de l'inventaire de l'environnement informatique et biosphère

*Notre prise de conscience du danger des pollutions, dont l'activité humaine encombre les terres et les eaux, a donné au terme « environnement » à la fois une actualité brutale et une résonance inquiétante.*

*L'étude de l'environnement est obligatoirement la première phase d'une lutte contre les pollutions, mais la multiplicité, la variété et les interactions des facteurs qui contribuent à le constituer, font que cette étude réclame l'utilisation de l'informatique.*

*Le même outil doit également faciliter les phases suivantes de l'étude, et notamment déceler les répercussions inattendues, heureuses ou malheureuses, des interventions humaines.*

*Depuis quatre ans, un groupe de travail de pédologie, constitué primitivement à l'initiative de la Délégation Générale à la Recherche Scientifique et Technique (DGRST) s'est intéressé à la mise au point de glossaires descriptifs*

*des phénomènes pédologiques en vue du traitement informatique des données. Deux glossaires ont été ainsi publiés, le premier décrit les horizons du profil pédologique, le second l'environnement de ce profil. Or, il se trouve que ces glossaires ont pu être utilisés avec succès dans des disciplines scientifiques apparentées.*

*Ainsi le glossaire descriptif des horizons a donné satisfaction à des archéologues qui l'ont employé pour dresser l'inventaire de stations archéologiques.*

*Le glossaire descriptif de l'environnement représente la première réalisation mondiale d'un travail de cette nature, et il a été conçu de telle sorte que les environnements climatique, géomorphologique, géologique, hydrologique, végétal et humain puissent être décrits d'une façon suffisamment complète par un naturaliste non spécialiste des disciplines intéressées, et à qui il ne serait pas nécessaire d'entrer dans le détail des phénomènes relevant de ces*